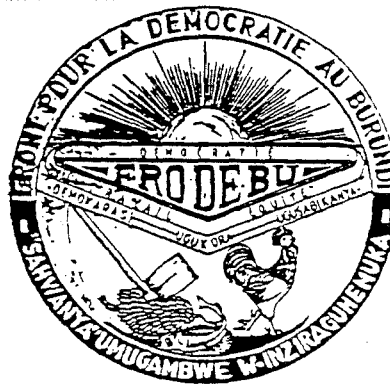


REPUBULIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "
UHUZA ABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

MENACES CONTRE LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION

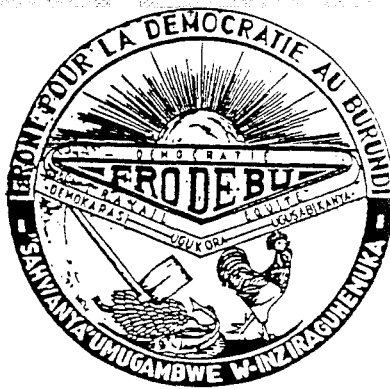
Voici en quelques lignes l'évolution de la situation:

- Une campagne immense est en train d'être menée contre le FRO.DE.BU.. Monsieur Mayugi qu'on avait fait taire est relayé aujourd'hui par l'administration centrale notamment le Ministre de l'Intérieur.
- Tout a commencé samedi 2 janvier 1993. Le FRO.DE.BU. tient un grand meeting à Kamenge où a afflué une très grande foule : plus de 20 000 personnes. Les responsables du parti dans la Mairie de Bujumbura ont suivi toute la procédure : ils ont l'autorisation du Maire. Paradoxalement, il n'y a pas de forces de l'ordre sur le terrain : ni au niveau de l'endroit de rassemblement, ni le long de la route de la manifestation, ni à celui du meeting. Pas donc de forces de l'ordre en tenue.
- Une fois le meeting commencé, après l'arrivée du Président du parti et des membres du Comité Directeur National, il y a des choses qui retiennent notre attention : la sonorisation qui marchait correctement avant, tombe en panne. On croit que c'est l'amplificateur qui ne marche pas. On le change à trois reprises mais le problème reste. Vérification faite après, la panne (?) sera constatée au niveau des câbles (donc après le meeting). Pourquoi ? On cherche encore.
- Quelques temps après, la population a détecté trois hommes, en civil, qui portaient des armes (pistolets). Ils les auraient même exhibées. C'est la panique et l'inquiétude générale. On avertit nos responsables de sécurité. Les gens parviennent également à soustraire deux armes à ces personnes. Malheureusement, l'esprit de foule fait qu'il y en a eu qui se sont attaqués à ces 3 personnes. Car la population a vite cru à une tentative d'assassinat. Mais nos agents de sécurité parviennent à les protéger même si une d'entre elles sera sérieusement prise à partie par la population, dépouillée de ses habits et blessée. On l'a conduite à l'hôpital militaire et une autre a été évacuée au camp militaire de Ngagara par nos militants.
- Nous avons tout fait pour calmer la situation et éviter qu'elle ne dégénère : le meeting a été suspendu, le Secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité a été contacté, de même que le ministre de la Défense. Ce dernier a reconnu qu'il n'y avait pas d'agent de l'ordre en tenue. Ce qui sera dit aussi par un capitaine du B.S.R. (Bureau Spécial de Recherche) qui aura constaté cette absence des forces de l'ordre en tenue et affirme alors avoir pris l'initiative d'en dépêcher en civil. D'après lui, c'est parmi eux que se trouvaient les 3 déçus par la population.

../..

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE "SAHWANYA"
UHUZA ABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

MENACES CONTRE LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION (suite)

- on essaie maintenant de monter toute une histoire à accoler au FRO.DE.BU. : "parti violent", "parti contre les forces de l'ordre", "parti violant la loi..."
Le Président du FRO.DE.BU. a été même convoqué chez le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bujumbura.
- Nous constatons que ces gens cherchent à ennuyer le parti en cette période où approchent les élections que le pouvoir voudrait organiser en mars 1993. Certains caressent même l'espoir de faire dissoudre le FRO.DE.BU. auparavant.
- Conclusion : il est tout à fait anormal et étonnant que les dirigeants de l'Etat burundais cherchent à faire endosser aux citoyens (le FRO.DE.BU.) la responsabilité du maintien de l'ordre public.

Cette responsabilité est plutôt du ressort du Secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Monsieur Laurent KAGIMBI ainsi que du Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales, Monsieur François NGEZE. Le refus d'envoyer des policiers en tenue afin d'encadrer le meeting de Kamenge, alors que cela a toujours été réalisé dans la plupart des autres meetings du FRO.DE.BU. à travers le pays, en dit long sur les intentions machiavéliques de certaines autorités politiques supérieures de Bujumbura.

- Nous parlons alors d'un problème de communication et de collaboration entre les partis, l'administration et les forces de l'ordre.
- Mais nous demandons que des enquêtes profondes, justes et équitables soient menées, d'autant plus que nous constatons que l'administration cherche à exploiter excessivement cet incident dont il faut connaître les mobiles et les vrais responsables.
- La situation est donc grave. Nous voulons alerter l'opinion internationale pour qu'elle suive la situation attentivement, car nous redoutons un dessein ~~en~~ ~~front~~ mais beaucoup caressé : la dissolution du FRO.DE.BU., ce grand concurrent qui risque demain d'entraîner l'alternance.

Fait à Bujumbura, le 6 janvier 1993

Le Parti "SAHWANYA-FRO.DE.BU."